

La révolution espagnole

Cet article d'un camarade de la minorité de la fraction a été écrit le 8 août, à un moment donc où l'extrême pénurie des nouvelles ne permettait guère une analyse des événements en cours. Il n'a pas été possible de permettre à l'auteur de revoir son texte afin d'y apporter les rectifications nécessaires quant à certains faits qui y sont évoqués. Le lecteur voudra bien en tenir compte.

La chute de la monarchie, bien qu'elle se soit accomplie paisiblement et de façon chevaleresque, dans une ambiance de réjouissances et non de luttes, ouvre la crise révolutionnaire en Espagne. La dictature de Primo de Rivera en est aussi un symptôme.

La structure politique et économique de l'Espagne est entièrement construite sur l'échafaudage féodal d'un Etat qui, pendant quatre siècles, a vécu en parasite en exploitant un empire colonial immense, rempli de richesses inépuisables. A la fin du XIX^e siècle, par la perte des dernières possessions coloniales, le rôle de l'Espagne est réduit à celui d'un pays de troisième ordre, vivant au travers de l'exportation de sa production agricole. La crise mondiale survenue après la guerre rétrécit considérablement les marchés, amoindrit les réserves de l'accumulation qui s'était faite pendant la guerre par suite de la neutralité du pays, et pose le problème de sa transformation économique. Le stimulant des forces de production tendant à créer un appareil industriel moderne, et à susciter un marché intérieur pour la production industrielle au travers de la transformation des systèmes productifs à la campagne, se heurte à l'esprit conservateur des vieilles castes féodales privilégiées.

Cinq années de gouvernements successifs de gauche et de droite ne résolvent même pas le problème politique de la forme constitutionnelle; la République

elle-même est menacée par un parti monarchique décidé. Aucune solution, n'est davantage apportée au problème économique qui ne peut trouver de solution définitive qu'au travers de la rupture violente des rapports sociaux dans les campagnes. La question agraire est d'importance primordiale; elle ne peut être résolue dans le cadre des institutions bourgeoises, mais par la voie révolutionnaire au travers de l'expropriation sans indemnisation des latifundia et des domaines seigneuriaux.

Sur un demi-million de kilomètres carrés que représente la surface de l'Espagne, deux tiers des terres appartiennent à 20,000 propriétaires. Les bribes restantes sont laissées à vingt millions d'êtres qui consomment leur misère dans l'abrutissement et l'ignorance séculaires.

La tentative de réforme agraire de Azana ne put donner que des résultats négatifs. La confiscation, avec indemnisation aux propriétaires, est suivie d'une répartition de la terre, onéreuse pour le paysan qui doit commencer à cultiver une terre souvent aride et négligée, avec une dette initiale et sans aucun capital de circulation. Là où la répartition des terres s'est faite, une irritation se produit parmi les paysans qui n'ont pu tirer aucun avantage de la possession de la terre. Cette situation de mécontentement peut expliquer pourquoi les « rebelles » ont trouvé dans certaines provinces agraires, un appui de la part des populations locales.

La menace d'une attaque réactionnaire à fond, après deux années de gouvernement de droite, détermine la formation d'une coalition des partis républicains et ouvriers, et provoque la victoire électorale du 16 février. La pression des masses qui ouvrent les prisons au 30,000 emprisonnés politiques avant même que soit promulgué le décret d'amnistie, déplace le rapport des forces, mais l'espoir des masses est déçu. Au cours des cinq mois d'activité du gouvernement de Front Populaire, aucun changement radical ne se vérifie dans la situation. La situation économique, d'autre part, ne perd pas son caractère de gravité. Rien n'est fait pour tenter une solution défi-

nitive, et cela s'explique par le caractère bourgeois du nouveau gouvernement qui se borne à une défensive envers le parti monarchique en déplaçant vers le Maroc un grand nombre d'officiers infidèles au régime républicain. Ce qui explique que le Maroc était le berceau de la rébellion militaire, qui en quelques jours put compter sur une armée de 40,000 hommes complètement équipés, à l'abri de toute menace répressive. La Légion Etrangère « La Bandera » qui a formé la base de cette armée, ne compte que très peu d'éléments étrangers (10-15 p. c.) tandis que dans sa majorité elle groupe des espagnols enrôlés: chômeurs, déclassés, criminels, c'est-à-dire, de véritables mercenaires qu'il est facile d'attirer par le mirage d'une solde.

Le meurtre du lieutenant de Castillo, socialiste, suivi le lendemain, par représaille, du meurtre de Carlos Sotelo, chef monarchiste (9 et 10 juillet), décida la droite à agir. Le 17 juillet l'insurrection commence. Elle n'a pas le caractère du **pronunciamento** militaire typique qui compte sur la surprise, la rapidité et a toujours des buts et objectifs limités: généralement le changement du personnel gouvernemental.

La durée et l'intensité de la lutte prouvent que nous nous trouvons devant un vaste mouvement social qui bouleverse jusqu'à ses racines, la société espagnole. La preuve en est que le gouvernement démocratique, modifié deux fois en quelques heures, au lieu de se replier ou de se hâter de faire un compromis avec les chefs militaires insurgés, préfère s'allier avec les organisations ouvrières et consigner les armes au prolétariat.

Cet événement a une importance énorme. La lutte bien qu'elle reste formellement insérée dans les cadres d'une compétition entre groupes bourgeois, et bien qu'elle trouve son prétexte dans la défense de la république démocratique contre la menace de la dictature fasciste, atteint aujourd'hui une signification plus ample, une valeur profonde de classe, elle devient le levain, le ferment propulseur d'une véritable guerre sociale.

L'autorité du gouvernement est en pièces: en quelques jours le contrôle des opérations militaires passe aux mains de la milice ouvrière; les services de la logistique, la direction en général des affaires inhérentes à la conduite de

la guerre, la circulation, la production, la distribution, tout est remis aux organisations ouvrières.

Le gouvernement de fait est aux organisations ouvrières, l'autre, le gouvernement légal est une coque vide, un simulacre, un prisonnier de la situation.

Incendie de toutes les églises, confiscation de biens, occupation de maisons et de propriétés, réquisition de journaux, condamnations et exécutions sommaires, d'étrangers aussi, voilà les expressions formidables, ardentes, plébéiennes de ce profond bouleversement des rapports de classe que le gouvernement bourgeois ne peut plus empêcher. Entretemps le gouvernement intervient non pas pour anéantir, mais pour légaliser « l'arbitraire ». On met la main sur les banques et sur la propriété des usines abandonnées par les patrons, les usines qui produisent pour la guerre sont nationalisées. Des mesures sociales sont prises: semaine de 40 heures, 15 p. c. d'augmentation des salaires, réduction de 50 p. c. des loyers.

Le 6 août un remaniement ministériel a lieu en Catalogne sous la pression de la C. N. T. Companys, président de la Généralité, est obligé, paraît-il, par les organisations ouvrières de rester à sa place pour éviter des complications internationales, qui, au reste ne manqueraient pas de se produire au cours des événements.

Le gouvernement bourgeois est encore debout. Sans doute, une fois le danger écarté, il essaiera de reprendre désespérément l'autorité perdue. Une nouvelle phase de la lutte commencera pour la classe ouvrière.

Il est indéniable que la lutte a été déchaînée par les compétitions entre deux fractions bourgeoises. La classe ouvrière s'est rangée à l'avantage de celle dominée par l'idéologie du Front Populaire. Le gouvernement démocratique arme le prolétariat, moyen extrême de sa défense. Mais l'état de dissolution de l'économie bourgeoise exclut toute possibilité de réajustement, soit avec la victoire du fascisme, soit avec la victoire de la démocratie. Seule une intervention successive, autonome du prolétariat pourra résoudre la crise de régime de la société espagnole. Mais le résultat de cette intervention est conditionnée par la situa-